Caisse Générale de Sécurité Sociale Martinique

MARCHE N° 262200
« Appui à la communication »

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ÉTABLI PAR	*APPROUVÉ PAR*
Sylvie PRESENT *Manager Département Achats et Marchés* **Jacky LUCEA** *Responsable d'Unité Marchés* **Laurie CAROUJEL** *Acheteuse*	**Yann ROUAULT** *Directeur Général*

Edition n°1 – 04/11/2026

RECAPITULATIF DES EDITIONS		
Edition	**Date**	**Observations**
1	04/11/2026	MP262200 CCAP

PROPRIETE EXCLUSIVE DE LA CGSSM - REPRODUCTION INTERDITE

Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique
Département des marchés
Unité Marchés

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Appui à la communication

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° 262200

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence à la publication (JOUE, BOAMP) : Lundi 09 novembre 2026

Date de lancement de la consultation : Mardi 10 novembre 2026

Date limite de remise des offres : Vendredi 11 décembre 2026 à 12h00 (heure de Martinique)

SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS 3
2. OBJET DU CONTRAT 3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT 7
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION 7
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT 7
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS 11
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE 15
8. LITIGE ET SANCTIONS 18
9. FIN DU CONTRAT 20

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

Objet du contrat	Appui à la communication
Acheteur	Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique représentée par son **Directeur Général Monsieur Yann ROUAULT**
Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire par lot
Structure	Marché alloti (4 lots)
Lieu d'exécution	Siège de Place d'Armes, centres et antennes de la CGSS de la Martinique, et tout lieu en Martinique désigné par l'acheteur.
Durée	3 ans
Développement durable	Clause environnementale
Social	Clause sociale
Pénalités de retard	P = V x R / 1000
Variation des prix	Révisables
Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

Contrat	Le **contrat** est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
Acheteur	L'**acheteur** désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
Titulaire	Le **titulaire** désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	La **prestation** est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

- **Objet de la prestation :**

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Appui à la communication**

La CGSS de la Martinique recherche un ou plusieurs prestataires spécialisés en communication : institutionnelle, produit, web, événementiel, RP, PLV...
Le but est de sous-traiter des dossiers dont le cadre est défini par la CGSS Martinique : objet, objectifs, cibles, enveloppe budgétaire, périodes...
Ces dossiers peuvent être à visée externe et/ou interne.

- **Lieu d'exécution :**

Les lieux concernés par l'exécution des prestations sont en partie les suivants : Siège de Place d'Armes, centres et antennes de la CGSS de la Martinique. Pour les lots n°2, n°3 et n°4, les prestations peuvent également être exécutées sur tout lieu situé en Martinique désigné par l'acheteur dans le bon de commande (lieu d'événement, salon, site partenaire...).

Les prestations attendues ainsi que les contraintes imposées sont inscrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
Pour le lot n°1, les achats d'espaces publicitaires réalisés par le titulaire au nom et pour le compte de la CGSS de la Martinique s'effectuent dans le cadre d'un mandat presse écrit, conformément aux articles 20 et suivants de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993. Le titulaire agit au mieux des intérêts du mandant, lui fait bénéficier de l'intégralité des remises et avantages tarifaires obtenus auprès des supports et joint à ses demandes de paiement les factures émises par les supports.

- **Décomposition du contrat :**

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la commande publique, le présent marché est alloti. Il est décomposé en 4 lots, chaque lot donnant lieu à un accord-cadre à bons de commande distinct, conclu avec un seul opérateur économique :
- Lot n°1 : Campagnes, actions de communication et mandat presse - **montant maximum : 600 000 € HT** ;
- Lot n°2 : Événements externes et/ou internes, décoration et animation **- montant maximum : 700 000 € HT** ;
- Lot n°3 : Publicité sur le lieu de vente (PLV) print - **montant maximum : 150 000 € HT** ;
- Lot n°4 : Publicité sur le lieu de vente (PLV) numérique ou dynamique - **montant maximum : 200 000 € HT**.

Le montant maximum de l'ensemble des lots s'élève à 1 650 000 € HT pour la durée totale du marché.
Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.
Dans le cadre de la gestion d'un événement, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire du lot n°2 l'ensemble de la prestation, y compris la PLV associée.

- **Réalisation de prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

- **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles, par lot ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), présent document et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU), par lot ;
- le cadre de réponse valant mémoire technique, par lot ;
- l'offre technique du titulaire (notes stratégiques, catalogue des prestations ou des offres, présentation de l'équipe dédiée).

Pièces générales :

- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

- **Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité :**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

- Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.
Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :
• qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
• signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
• qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

- Protection des données personnelles

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.
A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire traite des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur (notamment fichiers presse, listes d'invités, inscriptions à un événement, campagnes d'e-mailing, gestion des réseaux sociaux, enquêtes, jeux-concours), il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 (RGPD). Les données sont hébergées et traitées exclusivement au sein de l'Union européenne. Un accord de traitement des données, conclu avant tout premier traitement et annexé au bon de commande concerné, précise notamment :
• la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
• les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la règlementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
• les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
• les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
• la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de ces obligations sont fixées à l'article 8.1 du présent CCAP.
En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

- **Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.
Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

- **Respect de l'identité de l'acheteur, droit à l'image et références :**

Le titulaire respecte la charte graphique, la charte éditoriale et les règles d'identité visuelle de la CGSS de la Martinique et des organismes nationaux de Sécurité sociale, ainsi que le principe de neutralité du service public. Aucun support ne peut être fabriqué, imprimé, mis en ligne ou diffusé sans validation écrite préalable de l'acheteur (bon à tirer ou bon à diffuser).
Le titulaire recueille, préalablement à toute captation ou diffusion, les autorisations écrites des personnes dont l'image, la voix ou le nom sont utilisés (collaborateurs, usagers, intervenants, modèles), pour des usages, supports et durées conformes aux besoins de l'acheteur. Il fait son affaire des autorisations et déclarations relatives aux œuvres utilisées ou diffusées (notamment auprès de la SACEM) et garantit l'acheteur contre tout recours à ce titre.
Le titulaire ne peut faire état de sa collaboration avec la CGSS de la Martinique, ni utiliser ses marques, logos ou réalisations à des fins de référence commerciale, sans l'accord écrit préalable de l'acheteur.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique**, représenté par son **Directeur Général Monsieur Yann ROUAULT**.

Adresse et coordonnées :
Département des marchés
Siège de Place d'Armes
97210 LAMENTIN

- **Représentation des parties :**
    - Représentation de l'acheteur

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

    - Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

- Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :
• aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
• à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
• à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
• à son adresse ou à son siège social ;
• à ses coordonnées bancaires ;
• aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influer sur le déroulement du marché.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

- **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire par lot.**

Lot	Objet
Lot n°1	**Campagnes, actions de communication et mandat presse** *Conception et réalisation de campagnes, d'actions et de supports de communication (stratégie, création de contenus, print, digital, réseaux sociaux, relations presse, branding, enquêtes...), mise en œuvre de plans de communication et achat d'espaces au nom et pour le compte de la CGSS de la Martinique dans le cadre d'un mandat presse.* ***Montant maximum : 600 000 € HT***
Lot n°2	**Événements externes et/ou internes, décoration et animation** *Organisation d'événements internes, externes et grand public (séminaires, cérémonies, conférences, salons, webinaires...) et prestations associées : scénographie, logistique, décoration, animation, traiteur, hôtesses, recherche d'intervenants, location ou achat de matériel.* ***Montant maximum : 700 000 € HT***
Lot n°3	**Publicité sur le lieu de vente (PLV) print** *Fourniture, location, achat et création de supports PLV physiques : présentoirs, roll-up, kakémonos, banderoles, totems, vitrophanie, urnes, cubes, supports événementiels, livraison et installation comprises.* ***Montant maximum : 150 000 € HT***
Lot n°4	**Publicité sur le lieu de vente (PLV) numérique ou dynamique** *Fourniture, location, achat et création de dispositifs PLV numériques : affichage dynamique, bornes et écrans tactiles, totems digitaux, afficheurs LED, vidéo projection, casques de réalité virtuelle et logiciels de gestion associés, installation et maintenance comprises.* ***Montant maximum : 200 000 € HT***

- **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

- **Durée du marché :**

Le présent marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie du dit marché adressée au titulaire.
Il pourra être reconduit de façon tacite pour une nouvelle période d'un (1) an, de date à date

d'anniversaire sans que sa durée ne puisse excéder trois (3) ans.

Si la CGSS de la Martinique décide de ne pas renouveler le marché, elle en informera le titulaire dans un délai de deux (2) mois avant la date d'anniversaire du dit marché.

Le titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

- **Délais d'exécution :**

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

- **Nature des prix :**

Les prix du présent accord-cadre à bons de commande sont **unitaires**. Ils sont appliqués aux quantités réellement commandées et exécutées, sur la base de la grille tarifaire (BPU) du lot concerné. Les prestations non prévues à la grille tarifaire font l'objet d'un devis préalable du titulaire, établi sur la base des conditions économiques de son offre.
Pour le lot n°1, les achats d'espaces et dépenses engagés au titre du mandat presse sont remboursés au coût réel, justifié par les factures des supports, majoré le cas échéant du taux de marge (en %) indiqué par le titulaire dans sa grille tarifaire.

- **Variation des prix :**

Les prix du marché sont **révisables** dans les conditions prévues à l'article R.2112-13 du Code de la commande publique.
Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, désigné **mois zéro (M0).**

La révision intervient **annuellement, à la date d'anniversaire de la notification du marché.**

La révision est effectuée selon la formule suivante :

Pn = P0 x [0,15 + 0,85 x (In/I0)]
dans laquelle :
Pn = prix révisé ;
P0 = prix initial figurant dans l'offre du titulaire ;
0,15 = part fixe ;
0,85 = part révisable ;
I0 = valeur de l'index de référence correspondant au mois zéro ;
In = dernière valeur connue du même index à la date de révision.

L'indice de référence retenu pour la révision des prix est l'indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises **(BtoB) – CPF 73 « Services de publicité et d'études de marché » - Identifiant INSEE 010766537**

Les prix ainsi révisés demeurent applicables jusqu'à la prochaine date de révision. **Les achats d'espaces et dépenses remboursés au coût réel dans le cadre du mandat presse (lot n°1) ne sont pas soumis à révision.**
En cas de suppression de l'index retenu, celui-ci sera remplacé par l'index de substitution publié par l'organisme compétent ou, à défaut, par l'index présentant les caractéristiques économiques les plus proches.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

- **Contenu des prix :**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (y compris, pour les lots n°3 et n°4, la livraison et l'installation dans les locaux de l'acheteur ou sur le lieu de la prestation), les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
Les prix comprennent également les frais de déplacement du personnel du titulaire en Martinique, ainsi que les frais de gestion et de coordination de ses sous-traitants et fournisseurs, sauf mention contraire inscrit au BPU.
Les frais de reprise, de réimpression, de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

- **Initiative du calcul de la variation des prix :**

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, les mois et valeurs d'index utilisées. Avant toute demande de paiement, la variation des prix soumise par le titulaire à l'acheteur, doit être validé par l'acheteur.

- **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

- **Avance :**

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf en cas de renoncement de la part du titulaire, une avance est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à deux (2) mois ; elle est calculée sur le montant de ce bon de commande. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG FCS) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

- **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

- **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : https://chorus-pro.gouv.fr/ en utilisant le numéro de SIRET de la CGSSM : 31402496900029 et le code service correspondant (Budget).

Le titulaire établit sa demande de paiement suivant le modèle ou selon les modalités fixées par les documents particuliers du marché.
En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

- **Commande d'exécution :**

La commande d'exécution est établie par l'Acheteur.

Chaque prestation est obligatoirement précédée de l'envoi d'un devis par le titulaire. Ce devis, après validation par l'Acheteur, entraîne l'émission d'un bon de commande, lequel constitue l'acte déclencheur de la prestation.
Le titulaire ne peut intervenir qu'après réception d'un bon de commande régulier, dûment signé par le représentant de l'Acheteur.

Le bon de commande précise notamment :

- la nature de la prestation,
- les quantités ou le périmètre,
- les dates d'intervention,
- les prix unitaires applicables.

Aucune prestation réalisée sans émission de bon de commande au préalable ne pourra donner lieu à facturation.
Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre ; leur exécution peut se poursuivre au-delà, dans la limite du délai qu'ils fixent. L'accord-cadre ne comportant pas de montant minimum, l'acheteur n'est tenu à aucun volume de commandes et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

- Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés pour chaque bon de commande. Le titulaire est tenu de respecter strictement ces délais. Tout dépassement non justifié pourra entraîner l'application des pénalités prévues au marché, sans préjudice des autres mesures prévues au CCAG.

- **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

- **Comptable assignataire des paiements :**

Madame Mylène ALONZEAU
Directrice Comptable et Financière

- **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

IM = M x J/365 x Taux IM + F

Dans laquelle :
IM : montant des intérêts moratoires
M : montant TTC de la demande de paiement
Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations selon les clauses énoncées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat quant au respect des délais, des quantités, des spécifications et de la conformité des livrables fixés par le bon de commande et validés par l'acheteur (supports, contenus, événements, dispositifs PLV). Il est tenu à une obligation de moyens renforcée pour les missions de conseil, de stratégie et de négociation, ainsi que pour l'atteinte des objectifs d'audience ou d'impact des actions de communication.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

- **Déroulement d'une commande :**

Pour chaque besoin, l'acheteur transmet au titulaire un brief précisant l'objet, les objectifs, les cibles, l'enveloppe budgétaire et le calendrier. Le titulaire remet, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception du brief (sauf délai différent fixé par l'acheteur), une proposition comprenant les propositions d'orientation prévues au CCTP, un planning de réalisation et un devis détaillé établi sur la base de la grille tarifaire. Pour les prestations sous-traitées et les achats effectués pour le compte de l'acheteur, il joint les devis des fournisseurs ayant servi de base à sa proposition.
Après validation du devis, l'acheteur émet un bon de commande. Chaque création ou support fait l'objet d'un bon à tirer (BAT) ou d'un bon à diffuser validé par écrit par l'acheteur avant toute fabrication, impression, mise en ligne ou diffusion. Conformément au CCTP, le titulaire intègre les modifications demandées par l'acheteur, sans surcoût tant que le brief initial n'est pas substantiellement modifié.
À l'issue de chaque action, le titulaire remet, lorsque le bon de commande ou le CCTP le prévoit, un bilan comprenant les résultats obtenus, les indicateurs de performance et, le cas échéant, les justificatifs de diffusion.

- **Livraison, installation, garantie et maintenance (lots n°3 et n°4) :**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits.
La planification du transport des supports et matériels doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des supports et matériels objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de

livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Les supports et matériels livrés par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :
• la date d'expédition ;
• la référence à la commande ou au marché ;
• l'identification du titulaire ;
• l'identification des supports et matériels livrés et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
La livraison des supports et matériels est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.
Le titulaire assure l'installation, la mise en service et, le cas échéant, le retrait des supports aux dates fixées par le bon de commande, ainsi que la remise en état des lieux.
Les supports et matériels achetés sont garantis contre tout défaut de conception, de fabrication ou de fonctionnement pendant une durée minimale de douze (12) mois à compter de leur admission, ou pendant la durée de la garantie commerciale si elle est plus longue. Pendant cette période, le titulaire répare ou remplace à ses frais les éléments défectueux, pièces, main-d'œuvre et déplacement compris.
Pour le lot n°4, le titulaire assure la maintenance des dispositifs numériques achetés ou loués (mise à jour des logiciels, dépannage) ; il intervient dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter du signalement d'une panne bloquante.
Le transfert de propriété des supports et matériels achetés intervient à leur admission. Les matériels loués restent la propriété du titulaire, qui en assure l'assurance pendant toute la durée de la location.

- **Organisation des événements (lot n°2) :**

Le titulaire est responsable de l'organisation matérielle des événements commandés. Il s'assure que les lieux proposés sont adaptés à la jauge, accessibles aux personnes à mobilité réduite et conformes à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. Il accomplit les démarches et déclarations nécessaires (notamment auprès des autorités compétentes et de la SACEM) et met en place les mesures de sécurité adaptées (accueil, sécurité, secours, gestion des flux).
Les prestataires de restauration intervenant à sa demande respectent la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire. Le titulaire assure l'installation, la permanence demandée, le démontage et la remise en état des lieux à l'issue de l'événement.
Les conditions d'annulation ou de report d'un événement par l'acheteur sont précisées dans le devis validé ; à défaut, seuls les frais effectivement engagés et justifiés par le titulaire à la date de l'annulation sont dus.

6.2. Vérification des prestations

- **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le niveau d'obligation du titulaire est défini à l'article 6.1 : obligation de résultat pour les livrables, obligation de moyens renforcée pour le conseil et les résultats d'audience. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, et à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

- **Opérations de vérification du service fait :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Les vérifications portent sur la conformité des prestations au bon de commande, au devis validé et aux BAT approuvés. Elles sont effectuées à la livraison ou à l'installation pour les supports et matériels (lots n°3 et n°4), à la remise des livrables ou à l'issue de la diffusion pour les prestations de communication (lot n°1), et à l'issue de l'événement pour les prestations événementielles (lot n°2). L'acheteur notifie sa décision dans un délai de quinze (15) jours ; à défaut, la prestation est réputée admise.

Si la prestation n'est pas conforme, l'acheteur peut l'accepter en l'état, avec ou sans réfaction, ou mettre le titulaire en demeure de la compléter ou de la rectifier dans le délai qu'il prescrit.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

- **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : Mesdames Marie-Pierre LOISEAU et Angéla LALAUS (Responsable du service communication) ou toute personne désignée par elle au sein du service communication de la CGSS de la Martinique.

6.3. Développement durable

- **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s’assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

- **Gestion des déchets :**

La valorisation ou l’élimination des déchets créés lors de l’exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l’évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l’acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l’exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d’absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, la pénalité prévue à l'article 8.1 du présent CCAP.

6.4. Autres stipulations

- **Clause sociale**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à favoriser l'insertion professionnelle des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, conformément aux dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

Cette démarche vise à promouvoir l'accès à l'emploi et le développement des compétences dans les métiers de la communication, de l'événementiel, de l'impression et de l'affichage numérique.

Le titulaire pourra satisfaire à cet engagement notamment par :
-le recrutement direct de personnes éloignées de l'emploi ;
-le recours à des structures d'insertion par l'activité économique ;
-la mise en place de contrats en alternance ou de parcours de formation adaptés ;
-le recours à des entreprises de travail temporaire d'insertion ou à des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

Les actions mises en œuvre devront être compatibles avec les exigences techniques, les qualifications professionnelles et les règles de sécurité applicables aux prestations du marché.

Le titulaire pourra être invité à transmettre à l'acheteur un bilan des actions réalisées en matière d'insertion professionnelle dans le cadre de l'exécution du marché.

Il demeure responsable du respect de la réglementation sociale et du droit du travail applicable à l'ensemble du personnel mobilisé, y compris celui des éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives au droit du travail, à la santé et à la sécurité des travailleurs, à la non-discrimination et à l'égalité professionnelle.

Il veille également au respect de ces obligations par ses sous-traitants intervenant dans l'exécution du marché.

- **Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

- **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Conformément à l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- les modifications ne sont pas substantielles ;
- les modifications sont de faible montant.

- Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse au marché et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes réglementaires ou la prise en compte de normes environnementales imposées par le droit national.

- Révision de la rémunération induite par des prestations nouvelles dues à la modification du lieu d'exécution du marché, de l'évolution des supports, des canaux de diffusion ou des technologies de communication, ou de références supplémentaires à la grille tarifaire qui s'avèrent indispensables au fonctionnement de l'organisme, dans le respect des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

La clause de réexamen s'applique également pour le remplacement du titulaire initial en cours d'exécution. Ce remplacement du titulaire pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :
- la cessation d'activité ou la cession
- le décès ou l'incapacité du titulaire
- la défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles ou des difficultés pour exécuter les prestations

- **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

- **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Le titulaire est notamment couvert par une assurance de responsabilité civile professionnelle et, pour le lot n°2, par une assurance de responsabilité civile organisateur d'événements couvrant les participants, les lieux et les biens mis à disposition.

- **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

Conformément au CCTP, le titulaire désigne dès la notification, pour chaque lot, un chef de projet interlocuteur unique de l'acheteur ainsi qu'un suppléant, afin d'assurer la continuité du service.

- **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

- **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration préalable de détachement transmise à l'inspection du travail conformément à l'article L.1262-2-1 du Code du travail, ainsi que l'identité du représentant mentionné à l'article R.1263-2-1 du même code.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte

contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

- **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

- **Groupement d'opérateur économiques :**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

- **Sous-traitance :**

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par l'acheteur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément aux articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaiterait en cours d'exécution du marché avoir recours à un sous-traitant, remet à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations envisagées pour le sous-traitant ;
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- le montant maximum des sommes à verser ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- le compte bancaire, postal ou trésor public à créditer.

L'acceptation du sous-traitant par l'acheteur et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

- **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Personne à contacter pour effectuer un signalement : **dpo@cgss-martinique.fr,** la responsable, Mme CYR-ATHIS.
Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :
- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5, en cas de retard ou de manquement dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique les pénalités prévues au tableau ci-dessous. Ces pénalités sont cumulables et ne sont pas libératoires : elles ne font obstacle ni à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, ni à la résiliation du contrat.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées par application de la formule suivante :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	P = V * R / 1000 Dans laquelle : P : le montant de la pénalité V : la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R : le nombre de jours calendaires de retard
Retard dans la remise d'un devis ou d'une proposition	50 € HT par jour calendaire de retard au-delà du délai fixé à l'article 6.1 (déroulement d'une commande).
Fabrication, impression ou diffusion sans BAT validé, ou non conforme au BAT	Reprise intégrale à la charge du titulaire et pénalité forfaitaire de 300 € HT par support ou contenu concerné.
Manquement lors d'un événement (lot n°2)	Absence d'une prestation, d'un équipement ou du personnel prévu au bon de commande : 10 % du montant HT du bon de commande concerné par manquement constaté.
Retard d'intervention de maintenance (lot n°4)	50 € HT par jour ouvré de retard au-delà du délai d'intervention fixé à l'article 6.1.
Non-remise du bilan ou des justificatifs de diffusion	50 € HT par jour calendaire de retard après mise en demeure restée sans effet.
Manquement à la confidentialité ou à la protection des données personnelles	1 000 € HT par manquement constaté, sans préjudice de la résiliation pour faute.
Défaut de production des justificatifs de traçabilité des déchets	150 € HT par justificatif non produit après mise en demeure restée infructueuse.

8.2. Autres stipulations

- **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

- **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours avant toute application de pénalités.

- **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant hors taxes du bon de commande concerné.

- **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

- **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entrepriseshttps://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, https://dreets.gouv.fr/).

- **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Judiciaire
35 Boulevard du Général de Gaulle
BP 633
97200 Fort-de-France

Téléphone : 0596 48.41.41
Courriel : gug.fort-de-france@justice.fr
Courriel : accueil-fort-de-france@justice.fr
Site internet : https://www.justice.gouv.fr

Les recours peuvent être déposés sur https://www.telerecours.fr/ ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

- **Propriété intellectuelle :**

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG-FCS, le titulaire cède à la CGSS de la Martinique, à titre exclusif, les droits patrimoniaux d'auteur sur l'ensemble des résultats des prestations (concepts, créations graphiques, logos, chartes, textes, visuels, vidéos, photographies, contenus numériques...), pour tous modes d'exploitation (reproduction, représentation, adaptation, traduction, diffusion), sur tous supports, pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits d'auteur. Le prix de cette cession est compris dans le prix des prestations.

Le titulaire garantit l'acheteur contre toute revendication de tiers (auteurs, photographes, modèles, interprètes, sous-traitants...) et fait son affaire de l'obtention et du paiement des droits correspondants. Pour les éléments préexistants ou soumis à licence (banques d'images, polices de caractères, musiques, logiciels), le titulaire précise dans son devis l'étendue et la durée des droits concédés.

À l'issue de chaque prestation, le titulaire remet à l'acheteur les fichiers sources des créations, en formats natifs éditables et en haute définition.

- **Résiliation pour évènements extérieurs au marché :**

    - Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

    - Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.
En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

    - Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché.
La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

    - Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.
Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché.

- **Résiliation pour faute du titulaire :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :
1) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
2) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 ;
3) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
4) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur dans le cadre des articles 17 et 22 ;
5) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 ;
6) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 ;
7) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
8) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
9) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
10) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;
11) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
12) L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
13) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
14) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
15) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

Sauf dans les cas prévus aux 7, 9, 13 et 14 du 41.1 du CCAG FCS ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

- **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'accord-cadre ne comportant pas de montant minimum, l'indemnité de résiliation est fixée, par dérogation au CCAG-FCS, à 5 % du montant hors taxes des bons de commande notifiés et non encore exécutés à la date de prise d'effet de la résiliation.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

- **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :
La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
La rubrique *Variation du ou des prix* de l'article 5 du contrat déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS

La rubrique Résiliation pour motif d'intérêt général de l'article 9 du contrat déroge aux stipulations du CCAG-FCS relatives à l'indemnité de résiliation
La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS
La rubrique Pénalités pour retard - seuil d'exonération de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS
La rubrique Propriété intellectuelle de l'article 9 du contrat déroge au chapitre 5 du CCAG-FCS
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.
Par dérogation du même article, l'ensemble des dérogations dans le présent tableau sont mentionnées à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

Code de la commande publique et ses annexes (Légifrance)
CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021